

OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE

(raison sociale/nom)

DÉCLARATION

Je soussigné(e).....^{Nom et prénom du représentant légal de la société}....., en tant que soumissionnaire/ sous-traitant/ tiers en vue de la procédure nommée « **Normes internes d'acquisitions** » pour l'attribution du contrat de fourniture ayant pour objet la livraison, l'assemblage et la mise en opération des outillages/équipements au cadre du projet « **Augmentation de la capacité de production de véhicules** » le....., procédure organisée par **S.C. AUTOMOBILE DACIA S.A.**, déclare sur l'honneur que je ne me trouve pas dans un cas de conflit d'intérêts avec l'Autorité contractante; cette situation provoquerait mon exclusion de cette procédure d'acquisition, telle qu'elle est définie à l'art. 14 de l'O.U.G. no 66/2011, voire :

« Art. 14. - (1) Tout au long de la mise en œuvre de la procédure d'acquisition, les bénéficiaires personnes physiques/morales de droit privé sont obligés de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter des situations qui risqueraient d'initier un conflit d'intérêts, à savoir la situation dans laquelle il y a certains rapports entre les structures de l'actionariat du bénéficiaire et les soumissionnaires de celui-ci, entre les membres de la commission d'évaluation et les soumissionnaires ou bien la situation où le pouvoir adjudicateur détient la plupart des actions dans deux sociétés participant à l'appel d'offre pour le même type d'acquisition.
(2) Le non-respect des dispositions de l'alinéa (1) sera puni par des réductions/ exclusions des dépenses sollicitées pour être payées/remboursées, selon le préjudice potentiel ou qui a déjà été provoqué au détriment des fonds européens et/ou des fonds publics nationaux correspondants ».

Je déclare également qu'en cas de conflit d'intérêts pendant le déroulement de la procédure d'acquisition, telle qu'elle est définie à l'art. 15 de l'O.U.G. no 66/2011, nous allons informer immédiatement par écrit l'entité ayant organisé cette procédure et nous allons prendre des mesures pour remédier à la situation en cause.

« Art.15. - (1) Lors de la soumission de l'offre dans le cadre d'une procédure d'acquisitions, le soumissionnaire est tenu de déclarer qu'il n'y a pas de conflit d'intérêts au sens de l'art. 14.
(2) En cas de conflit d'intérêts au cours de la procédure d'acquisitions, le soumissionnaire est tenu d'informer immédiatement par écrit l'entité qui a organisé la procédure et de prendre des mesures pour remédier à la situation. »

J'entends qu'au cas où cette déclaration n'est pas conforme à la réalité, je risque de transgresser les dispositions de la législation pénale en matière de fausses déclarations.

Complété le
.....

Soumissionnaire / Dirigeant de l'association,
..... (la raison sociale de l'opérateur économique)
.....(le nom de la personne autorisée et sa signature)

Note : Faire compléter ce formulaire par tous les opérateurs économiques participant à la procédure d'attribution, qu'ils soient des soumissionnaires/les dirigeants de l'association, des associés, des sous-traitants ou des défenseurs du soumissionnaire.